

Contribution to a Geohistory of Conflicting Landscapes through Case Study: Kosovo

Associate Professor Jean-François Brun, PhD
Jean Monnet University, Saint-Etienne, France
jf.brun@univ-st-etienne.fr

Abstract: Geopolitics cannot be separated from the territory, various actions being undertaken for its possession or control. However, through the very specific case of Kosovo, it is possible to go further in reasoning and analyzing a landscape that is not only as exterior appearance, ordinarily visible, but it is also an agent of the crisis process of a low-intensity conflict. Therefore, it is important to determine more precisely the elements that constitute the foremost conflicting brands, to approach the logic and, if possible, to understand the interaction.

Keywords: geopolitics; history; Kosovo

1. Histoire et démographie ou les termes d'une rivalité

L'Europe balkanique a vu, depuis 1990, la réapparition des logiques nationales au détriment des logiques impériales. Tandis que les premières demeurent indissociables de l'appropriation d'un territoire, les secondes ont marqué la région au cours des six derniers siècles avec l'instauration de l'empire ottoman à partir du XIV^e, puis la mise en place au XX^e de la Tchécoslovaquie et de la République fédérale de Yougoslavie, au sein desquelles l'idéologie communiste transcende les identités communautaires¹, jusqu'à ce que la mort de Tito et la disparition de l'empire soviétique bouleversent la donne.

Berceau de l'empire serbe du XII^e au XIV^e siècles, siège du patriarcat orthodoxe serbe², le Kosovo est considéré par les dirigeants de Belgrade comme le cœur historique de leur Etat, ce qui est loin d'être neutre lorsque, à partir de 1987, s'accroît le poids de la composante serbe dans le système politique fédéral yougoslave. Bref, on entre en quelque sorte, à propos de cette province, dans une

¹ On peut en effet parler de trois « fédérations impériales communistes »: la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et, bien évidemment, l'URSS.

² Peć a été érigé en patriarcat serbe en 1346, selon la logique de l'Eglise orthodoxe qui fonctionne avec un cadre autocéphale. Peć est également considéré comme un lieu emblématique, compte tenu notamment de son rôle dans les revendications nationalistes et indépendantistes serbes du XIX^e siècle.

logique officielle de sanctuarisation du territoire, en dépit du fait que les quatre cinquièmes de la population sont composés de Kosovars albanais (KOA), parlant une langue non slave et généralement musulmans, et non de Kosovars serbes (KOS) orthodoxes. Les termes du conflit se résument dès lors ainsi: à l'argument historique s'oppose la réalité démographique concrétisée par l'occupation de l'espace territorial.

Cette situation paradoxale s'explique fort logiquement par l'histoire. Vers 1352, les Turcs franchissent les Détroits et s'implantent progressivement dans les Balkans, battant notamment en 1389, au Champ des Merles, le principal souverain serbe, le tsar Lazar. D'abord vassalisés, les territoires serbes sont finalement annexés à l'empire ottoman en 1459. Dès lors, durant plusieurs siècles, fonctionne le « millet », système turc d'administration des territoires et des populations. Le millet définit les communautés par leur identité religieuse et non par leur rattachement à un terroir particulier. Le « Roum millet » regroupe ainsi tous les catholiques orthodoxes de l'empire ottoman et se subdivise en fractions correspondant aux niveaux administratifs. Par ailleurs, les non-musulmans, les dhimmis (les protégés), n'appartenant pas de ce fait à la « communauté des Croyants », paient une taxe spéciale. Au bout du compte, en pratique, l'espace ne constitue pas un enjeu politique, et la cohabitation de groupes divers sur un même territoire est possible. D'autre part, tout au long de la période ottomane, les orthodoxes, privés de structures étatiques propres depuis la disparition de l'empire byzantin en 1453, affirment leur identité communautaire à travers la religion. C'est le phénomène de la « slavia orthodoxia », qui obéit en quelque sorte à une logique semblable à celle du millet dans le processus d'appartenance identitaire (et qui, pour les Serbes, se décline bien évidemment par rapport à Peć et non Byzance-Istanbul). Ce qui n'empêche pas les Serbes de tenter de recouvrer leur indépendance, avec des fortunes diverses. La révolte de 1690 s'avère un échec à l'origine d'une migration de grande ampleur: 36 000 familles (selon les chiffres traditionnels) se réfugient en Hongrie (où elles entrent pour une part dans le système très particulier des *confins militaires*¹). Les débuts du XIX^e siècle marquent davantage de succès. La Serbie acquiert un statut de principauté

¹ Les confins militaires sont une forme particulière de contrôle territorial. Constituant une zone de 1 727 km de long, sur quelques kilomètres de profondeur, ils séparent du XVI^e au XIX^e siècles l'Autriche et la Hongrie de l'empire ottoman. La population, répartie en régiments-frontières (à la fois circonscriptions administratives et unités militaires), est en permanence partiellement mobilisée pour assurer la surveillance et, éventuellement, la défense du territoire face au danger turc.

autonome en 1830, puis son indépendance en 1878. Toutefois, le Kosovo n'est pas compris dans le nouvel Etat et demeure dans le giron turc.

Or, dans cette province, et plus généralement dans cette partie des Balkans, au fil des siècles, la question du peuplement a évolué. À côté des Serbes vivait une seconde population autochtone, de langue albanaise¹, dont les membres choisissent, tardivement mais majoritairement, de se convertir à l'Islam sunnite ou soufi. Amorcé au XVII^e siècle (au XVIII^e au Kosovo), ce processus prend de l'ampleur seulement au XIX^e (certains villages ne passant à l'Islam qu'au début du XX^e). Comme dans la plupart des cas, la conversion revêt initialement un aspect purement formel. La pratique publique de certaines obligations religieuses se superpose au respect, en privé, de la religion chrétienne, à l'instar des marranes d'Espagne ou du Portugal par exemple. Ce phénomène, désigné par le terme de crypto-christianisme, s'avère d'ailleurs omniprésent dans les Balkans².

De leur côté, les intellectuels albanais de la seconde moitié du XIX^e siècle estiment que l'autonomie de leur population résultera d'un éveil nationaliste organisé autour de la langue³ et transcendant les phénomènes religieux⁴ (car il existe encore des groupes albanais chrétiens). Ce courant, la Rilindja, aux antipodes à cet égard de la slavia orthodoxia, marque la conscience collective albanaise et peut se résumer par le vers d'un poète de la fin du XIX^e, Anton Zako Çajupi, « laissez les églises et les mosquées, la foi de l'Albanais est l'albanité ». Actuellement encore, cette phrase

¹ L'on ne tient compte dans cette étude que des deux groupes majoritaires de population, les Kosovars albanais et les Kosovars serbes, qui sont à l'origine des affrontements et se disputent le territoire. Les autres entités, eu égard à leur poids démographique extrêmement faible, interviennent dans le conflit seulement comme un appoint très minoritaire aux côtés de l'un des deux « Grands » (KOS ou KOA) et s'efforcent de ne pas être broyés par l'engrenage belligère (l'annexe n°4 présente une estimation aussi précise que possible des divers groupes). Globalement Tsiganes (Roms et Ashkalis) et Goranes sont considérés comme pro-serbes, tandis que les Bosniaques sont perçus comme pro-albanais et que les Turcs sont apparemment partagés plus ou moins également entre Serbes et Albanais.

² Ces conditions de conversion expliquent sans doute un certain nombre d'aspects syncrétiques. Ainsi, quelques saints font partie du passé culturel commun des Balkans, notamment Saint Georges et Saint Dimitri, dont les dates (21 avril et 21 octobre) déterminaient la transhumance des bergers. De même, traditionnellement, les pratiques thaumaturgiques étaient l'occasion pour les populations de se retrouver chez le pope ou le hoxha (l'imam en turc) pour soigner une maladie ou modifier un état psychologique.

³ Ce qui constitue un raisonnement habituel pour nombre de revendications nationalistes dans l'Europe du XIX^e siècle. En fait, la langue albanaise se divise traditionnellement en deux dialectes très proches: le guègue (nord de l'Albanie actuelle, Kosovo, populations albanaises de Macédoine) et le tosqe (sud de l'Albanie actuelle). De nos jours, l'Albanie utilise une langue officielle (appuyée sur le tosqe), pratiquée également par les KOA (bien que le guègue continue à être parlé).

⁴ La revendication identitaire autour de la langue était tout à fait logique puisque, au début du XX^e siècle, les populations albanaises dans leur ensemble comptaient environ 2/3 de musulmans (sunnites ou soufis) et 1/3 de chrétiens (orthodoxes ou catholiques romains).

est fréquemment citée lorsque l'on aborde avec un membre de la communauté KOA la question de la faible pratique religieuse au sein de son groupe.

Politiquement, la revendication d'unité des populations albanaises se traduit par la demande d'un vilayet (province ottomane) propre, regroupant les Albanais alors répartis entre plusieurs provinces au sein de l'empire turc¹. L'affaiblissement du pouvoir d'Istanbul donne corps à cette exigence. En 1878, au moment où le congrès de Berlin détermine la création d'un certain nombre de nouveaux Etats dans les Balkans, les membres de la communauté albanaise organisent la ligue de Prizren, qui s'oppose à la cession de terres peuplées d'Albanais à la Serbie et au Monténégro. Mais, en 1881, l'armée ottomane écrase cette entité nationaliste. Les guerres balkaniques, ensuite, modifient profondément la situation, en la complexifiant. Le 28 novembre 1912 est proclamée, à Vlorë, l'indépendance albanaise. Puis la conférence de Londres en 1913 reconnaît une Albanie indépendante, mais le nouvel Etat ne regroupe que la moitié de la population de langue albanaise, laissant notamment de côté les Albanais de Macédoine et ceux du Kosovo (dont la province a été partagée, lors de cette même conférence, entre Serbie et Monténégro).

Bref, l'échec du vilayet ottoman et les découpages frontaliers de 1912-1913 maintiennent ou renforcent le fractionnement de la population albanaise. Or, la disparition de l'empire ottoman dans la zone génère de graves conséquences. À une logique impériale, qui permettait tant bien que mal la coexistence de plusieurs populations sur un même territoire, se substitue une logique nationale. Cette dernière, appuyée sur le modèle européen de l'Etat-nation, caractéristique du XIX^e siècle, suppose l'appropriation (et le contrôle) de l'espace par la population qui l'occupe. Ce qui n'est pas le cas au Kosovo où coexistent, étroitement entremêlés, KOS et KOA², c'est-à-dire les représentants de deux nations.

La Première Guerre mondiale amène un certain nombre de modifications. En 1915, l'armée serbe se replie vers l'Adriatique, et le Kosovo est occupé par les troupes germano-bulgares jusqu'en 1918. Puis la province est incluse dans le nouvel Etat des Serbes, Croates et Slovènes qui deviendra le royaume de Yougoslavie (ce qui entraîne une guérilla albanaise, notamment dans la vallée de la Drenica, jusqu'en

¹ Les populations albanaises étaient en effet réparties au sein de 4 vilayets (Scutari, Janjevo, Kosovo et Bitola) que peuplaient également des Serbes, des Grecs, des Valaques et des Turcs ottomans. L'ensemble équivaut en fait, pour les nationalistes albanais, au *Trojat shqiptare* (aux territoires albanais).

² La problématique est d'ailleurs fort logiquement identique dans d'autres parties de l'ex-empire ottoman. Il suffit d'évoquer le Proche-Orient, et plus particulièrement les cas libanais ou palestinien.

1924). Or, le royaume de Yougoslavie, considérant les KOA comme un groupe allogène, va les ignorer (d'où l'absence d'efforts pour tenter de les intégrer à la nouvelle société yougoslave par le biais de l'éducation)¹. Mais également, afin de contrebalancer le poids démographique des KOA, la monarchie installe 60 000 colons serbes et monténégrins² qui, contrairement aux KOS de souche (les starinci), ne parlent pas l'albanais en sus de leur propre langue. Enfin, de façon à fragmenter le fait albanais, l'actuel Kosovo est partagé, toujours dans le cadre du royaume yougoslave, entre trois provinces.

La Seconde Guerre mondiale entraîne la disparition du royaume de Yougoslavie. Est constituée en revanche, entre 1941 et 1945, une grande Albanie incluant près des deux tiers du Kosovo et une partie de la Macédoine. Puis, en 1945, la République fédérale de Yougoslavie³, nouvellement formée, intègre le Kosovo, désormais province autonome de la République de Serbie. Cette période est marquée par la conjugaison de deux phénomènes. D'abord, la natalité des familles albanaises, plus forte que celle des Serbes, accroît le poids des premières au sein de la population kosovare (68% en 1948, 77% en 1981)⁴. D'autre part, en dépit de sa rupture politique avec l'Albanie⁵, le régime titiste met en œuvre un enseignement différencié⁶ en trois langues (serbe, albanais, turc). Or c'est l'un des éléments majeurs expliquant l'arrivée à des postes de direction d'une élite albanaise

¹ L'idée de pousser hors du Kosovo les KOA sera même publiquement avancée par l'académicien serbe Vasa Cubrilović lors d'une conférence au titre explicite, « L'expulsion des Albanais », prononcée à Belgrade en 1937.

² Les Monténégrins ne se distinguent des Serbes ni par la langue, ni par l'alphabet, ni par la religion. Ils peuvent ainsi être considérés comme des Serbes caractérisés par une implantation géographique particulière.

³ La République fédérale de Yougoslavie est composée de 6 Républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie, Macédoine) et de 2 provinces autonomes (Vojvodine et Kosovo).

⁴ La croissance démographique des Albanais du Kosovo, du Monténégro et de Macédoine modifie profondément l'équilibre ethnique de cette partie de l'Europe, les Albanais formant désormais un ensemble ethnolinguistique de plus de 6 millions de personnes (Albanie incluse).

⁵ En 1948, la rupture Tito-Staline met fin au projet de fédération balkanique. Elle permet à l'Albanie de se dégager de l'emprise yougoslave mais, par ailleurs, fait disparaître toute possibilité de créer une république yougoslave albanaise susceptible d'englober, à terme, toutes les populations de langue albanaise d'Albanie, du Kosovo, de Macédoine et du Monténégro.

⁶ Cet effort étant couronné par la création en 1970 de l'université de Priština, qui comptait avant 1989 37 000 étudiants albanais et 17 000 étudiants serbes, recevant chacun l'enseignement dans leur langue maternelle. D'autre part, toujours avant 1989, le serbo-croate et l'albanais avaient acquis le statut de langue officielle sur l'ensemble du territoire kosovar. Le turc, de son côté, partageait un statut similaire dans plusieurs municipalités.

kosovare. Mais l'on est dans la logique d'une idéologie communiste¹, qui dépasse les clivages ethniques et tente d'intégrer la population KOA par le biais de l'alphabétisation, du développement économique et, pour les élites, de l'appartenance au parti communiste. C'est d'ailleurs ainsi qu'il convient de lire symboliquement la colonne érigée à l'union des Serbes, Croates et Albanais sur l'une des places de Priština². Toutefois, en dépit de l'élargissement des pouvoirs des provinces autonomes grâce à la constitution de 1974³, le Kosovo, quoique majoritairement peuplé d'Albanais, n'est pas élevé au rang de république (alors que les KOA avaient manifesté en 1968 pour voir la province accéder à ce statut). Les revendications de 1981, demandant que le Kosovo devienne la 7^e république yougoslave, demeureront, elles aussi, insatisfaites.

La mort de Tito et l'arrivée au pouvoir de Milosević en 1987⁴ marquent la fin de cette politique d'ouverture. La répression des grèves et des manifestations albanaises, ainsi que la suppression du statut d'autonomie de la province en 1989, puis l'abandon de l'enseignement différencié en 1990⁵, vont de pair avec le renforcement de l'affirmation du Kosovo comme cœur historique de la Serbie⁶. En 1990, les manifestations KOA (qui avaient débuté en 1988) entraînent la déclaration de l'état d'urgence, l'intervention de l'armée serbe et la suppression du parlement du Kosovo (avec par contrecoup la proclamation unilatérale d'une république kosovare albanaise non reconnue, et la mise en place d'un système d'enseignement parallèle en albanais)⁷. Enfin, en juillet 1991, la République de

¹ Alors que l'empire ottoman s'appuie sur le facteur religieux qui lui préexiste, l'idéologie communiste se veut fondatrice d'un nouvel ordre dépourvu de références religieuses. Toutefois, cette volonté de dépasser les clivages en fait bien une idéologie impériale de rassemblement.

² C'est également le cas du monument érigé en l'honneur des mineurs de Trepča, qui ne connaît que des travailleurs, sans une quelconque référence identitaire.

³ La constitution de 1974, qui fait de la Yougoslavie une quasi-confédération, transforme les provinces autonomes en entités de rang fédéral, mais sans leur accorder le titre ni les prérogatives d'une république.

⁴ Il prend le pouvoir lors de la VIII^e session du comité central de la Ligue des communistes de Serbie.

⁵ 1990 voit en effet l'unification des programmes scolaires de la république de Serbie.

⁶ De ce point de vue, la chute du mur de Berlin, puis la déliquescence (et la disparition) de l'empire soviétique, ont conduit Belgrade à promouvoir l'idée nationale serbe. La victoire, au scrutin présidentiel du 5 octobre 2000, de Kostunica sur Milosević marque le début d'une nouvelle phase où la Serbie, abandonnant progressivement la voie nationaliste, choisit de bénéficier de l'aide de l'Europe et des Etats-Unis pour reconstruire le pays. Les élections présidentielles de 2007 confirment ensuite ce choix européen.

⁷ Il convient de donner ici quelques repères chronologiques précis:

Janvier-février 1990: Manifestations KOA, état d'urgence, intervention de l'armée.

Juin 1990: Suppression du parlement du Kosovo.

Serbie adopte la « Loi sur l'usage officiel de la langue et de l'alphabet », qui fait du serbe la langue officielle de la République. De 1991 à 1995, l'implosion de la Yougoslavie se traduit par des guerres dans lesquelles le Kosovo n'est pas impliqué en tant que tel. Si bien que, lors des accords de Dayton en 1995, son cas n'est pas évoqué dans les traités. C'est également une façon de ne pas parler de la nation albanaise, dont les ressortissants, présents au Monténégro et au Kosovo, forment par ailleurs près du quart (23%) de la population de Macédoine. Appréhender globalement la question reviendrait en effet à remettre en cause l'équilibre d'un certain nombre d'Etats dans la région. Néanmoins, au Kosovo, la situation générale ne cesse de se dégrader. La fondation en 1993 de l'UÇK (armée de libération nationale du Kosovo) entraîne la fin de la résistance non-violente prônée par Ibrahim Rugova. Dès 1996, l'UÇK organise des attentats contre les forces de police serbes présentes dans la province. À partir de 1997, des affrontements armés ont lieu entre police serbe et groupes albanais. S'ensuit alors, à partir de mars 1998, une expulsion violente et massive des populations KOA¹. Face à l'escalade, l'intervention de la communauté internationale prend corps, radicalisant par contrecoup la politique serbe. Le 23 septembre 1998, la résolution 1199 du Conseil de Sécurité exige un cessez-le-feu au Kosovo. En octobre, Belgrade accepte le déploiement de 2 000 vérificateurs civils de l'OSCE. Le gouvernement serbe et les représentants KOA ayant rejeté en décembre les propositions du médiateur américain sur l'autonomie du Kosovo, le processus de violence reprend. L'échec des négociations entre les deux partis, aux conférences de Rambouillet (février

Juillet 1990: Proclamation par les KOA d'une République du Kosovo dans le cadre de la Yougoslavie. Début des licenciements massifs du personnel albanais au titre d'une législation d'exception.

Juin 1991: La Croatie et la Slovénie proclament leur indépendance.

Septembre 1991: Référendum (non reconnu par la Serbie) par lequel les KOA se déclarent en faveur de leur indépendance.

Octobre 1991: La Bosnie-Herzégovine se déclare Etat souverain.

Novembre 1991: La Macédoine se déclare indépendante.

Août-décembre 1991: Guerre en Croatie.

Décembre 1991: Proclamation de la République serbe de Krajina.

Mars 1992: Proclamation de l'indépendance de la Bosnie.

Avril 1992: Proclamation de la République fédérale de Yougoslavie (3^e Yougoslavie).

Mai 1992: Election d'un parlement kosovar et d'un président du Kosovo (Ibrahim Rugova), non reconnus par la Serbie.

Août 1995: Reconquête de la Krajina par l'armée croate.

Novembre 1995: Accords de paix de Dayton sur la Bosnie.

¹ La diaspora KOA touchant, jusqu'en 1998, 400 000 personnes environ.

1999) puis de Paris (mars 1999), et l'exode massif des kosovars albanais¹ amènent l'OTAN à intervenir, sous forme de frappes aériennes massives qui touchent les implantations militaires serbes, au Kosovo mais également dans le reste de la Serbie. Tout s'achève par l'acceptation, le 3 juin 1999, d'un plan de paix international. Les forces serbes (suivies de 250 000 civils serbes, roms², monténégrins ou slaves³) évacuent le Kosovo, désormais administré par les Nations Unies⁴. KOS et KOA se retrouvent face à face, sur un territoire dont l'intégrité et la paix dépendent dès lors de la présence de deux organisations internationales créées à cette occasion, la MINUK⁵ et la KFOR⁶. Bref, de 1999 au début de 2008 (lorsque les autorités kosovares albanaises proclament unilatéralement l'indépendance), le territoire devient à la fois un élément du bras de fer politico-diplomatique que se livrent les deux principales communautés, et l'enjeu de leur conflit.

2. « Paysage en conflit » et quête de symboles

Parcourir le Kosovo⁷, passer des zones KOS aux zones KOA et inversement, suscite nombre d'observations quant à la valeur accordée aux éléments paysagers

¹ De mars 1998 à juin 1999, on recense 980 000 expulsés, dont 170 000 avant le 24 mars 1999 (début des frappes aériennes de l'OTAN).

² Roms et Ashkalis (ou Egyptiens) sont des populations tsiganes.

³ Mais l'émigration KOS avait débuté dès 1981.

⁴ Deux textes sont à l'origine de la présence internationale. Le 9 juin 1999 est signé « l'accord militaire technique » (AMT) qui correspond au cessez-le-feu. Puis, le lendemain (10 juin), la résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'ONU organise la présence internationale au Kosovo.

⁵ La MINUK (Mission Intérimaire des Nations Unies au Kosovo) est un organisme civil destiné à amener la province du Kosovo vers un statut politique viable (que la résolution 1244 ne définit pas précisément puisque ce texte envisage seulement une « autonomie substantielle » dans les limites de la Yougoslavie). Aux ordres du RSSG (Représentant Spécial du Secrétaire Général), elle doit assurer les fonctions administratives civiles de base, reconstruire les infrastructures vitales, coordonner les actions à but humanitaire, maintenir l'ordre et le respect des lois (grâce notamment à près de 4 000 policiers internationaux), promouvoir les droits de l'homme, permettre le retour des réfugiés et des personnes déplacées, et enfin faciliter le processus politique.

⁶ La KFOR, composée de contingents de 26 pays membres de l'OTAN et de 10 autres qui ne font pas partie de cette alliance, comptait initialement 46 000 hommes et femmes. Elle doit contrôler, vérifier et, si nécessaire, imposer le respect de l'accord militaire technique ainsi que la mise sur pied du KPC (Kosovo Protection Corps), formé en partie d'anciens membres de l'UÇK. Chargée de maintenir un environnement sécurisé, incluant l'ordre et la sécurité publique, la KFOR doit également apporter son aide à la MINUK, notamment pour les fonctions civiles essentielles, jusqu'à leur transfert au pouvoir politique qui recevra la charge de gouverner la province.

⁷ Le Kosovo (140 km du nord au sud, 165 d'est en ouest, 10 887 km²) équivaut pratiquement, en taille, au département de la Gironde (10 726 km²). Il est divisé en 5 districts administratifs (Prizren, Peć, Mitrovica, Gnjilane, Priština), eux-mêmes subdivisés en 30 cantons municipaux qui regroupent au total 1 500 villages. Les cantons municipaux ou « municipalités » (opstina en serbe, kommuna en

par les deux camps. Ces derniers en effet, en multipliant les signes visibles et aisément reconnaissables propres à leur communauté respective, s'efforcent de montrer leur emprise territoriale (ce qui passe aussi par la destruction des marques de l'Autre). D'autant que la présence civilo-militaire internationale, en interrompant les affrontements directs entre communautés, a réduit celles-ci à pratiquer une sorte de « paix armée » (émaillée parfois d'actes de violence isolés ou collectifs). Dans ce contexte belligère, la charge symbolique des édifices religieux (plus particulièrement orthodoxes) ou de la toponymie (dans l'aire KOA) s'avère une évidence, d'autant qu'elle n'a apparemment cessé de croître depuis le début du processus de radicalisation, en 1988-1989. Comme toute construction humaine, bâtiments ou appellations sont en effet perçus au travers d'une grille de lecture qui ne cesse d'évoluer en fonction des valeurs régissant la société qui les abrite à l'instant considéré.

Partons d'un cas précis: le monastère orthodoxe de Banjska¹. Construit entre 1312 et 1316 par le roi Milutin², brûlé lors de la première invasion turque, il est démoli (sauf l'église) au début du XVI^e siècle. Cent ans plus tard est édifiée sur ses ruines une petite fortification turque, tandis que le sanctuaire est partiellement transformé en mosquée. En 1689, Banjska est utilisé tour à tour par les armées turque et autrichienne. Incendié lors de la première révolte serbe, le fort est finalement abandonné par les Ottomans en 1912. Mais il faut attendre 1938 pour que débutent les premières restaurations. En 2000, seule l'église (dont les décorations intérieures ont disparu au fil des siècles) est en état. Du reste du monastère (ou de la fortification turque) ne demeurent que les soubassements. Toutefois, parallèlement à de nouveaux travaux de réfection dans le sanctuaire (associés à des fouilles), est entreprise l'érection d'un bâtiment destiné à abriter une petite communauté masculine. Quelques mois après, le monastère fonctionne³.

albanais) constituent des entités politico-administratives (avec des conseils élus) et sont de ce fait au cœur d'un système de clientélisme politique qui porte encore les traces du mode de fonctionnement communiste et des nomenklatura locales.

¹ Il existe deux localités portant le nom de Banjska. La première est un village qui abrite le monastère mentionné ici. Marqué par la présence de sources chaudes (qui en fait un petit Vichy local), il se situe en DN 8262/5701 (coordonnées UTM), à quelques kilomètres de Zvečan, c'est-à-dire dans l'une des 3 municipalités quasi exclusivement serbes. La seconde est une enclave serbe située en DN 9623/4511, au sud de la ville de Vucitrn/Vushtrri, en zone KOA.

² Le roi Milutin est considéré dans le panthéon royal de la Serbie médiévale comme le plus grand fondateur d'églises et de monastères de cet Etat.

³ Voir annexe n°6.

Loin de se révéler isolée, cette création ne se comprend pleinement que si l'on considère globalement le maillage des sites religieux du Kosovo. Initialement orthodoxe, la province entière est couverte d'églises ou de monastères datant du Moyen-Age, voire de l'époque ottomane¹. Mais, depuis la perte de pouvoir politique, en 1999, la communauté KOS a en quelque sorte réactivé cet aspect visible du lien spirituel qui unit ses membres à travers ce que l'on devine constituer la forme contemporaine de la *slavia orthodoxia*, qui reçoit fort logiquement (à côté d'autres procédés) une transcription architecturale. De ce fait, dans les trois municipalités quasi exclusivement serbes au nord de l'Ibar (Zubin Potok, Zvečan et Leposavić) existent un certain nombre de monastères de taille diverse, dont certains de construction récente, ou encore des églises nouvellement édifiées (par exemple celle de Leposavić). Des motivations et un raisonnement identiques, obéissant au réflexe identitaire, expliquent par ailleurs le souci de doter les enclaves² d'édifices religieux visibles dans le paysage. D'où la construction d'une église dans celle de Banjska, ou encore la réparation et l'agrandissement de monastères chaque fois que possible.

Par contrecoup, en dépit de l'absence de ressort historique comparable à la *slavia orthodoxia*, on relève, au sein de la communauté KOA, un comportement comparable. Les conversions des siècles antérieurs avaient entraîné l'érection de minarets et de mosquées qui doubleraient et équilibreraient par leur présence, dans la zone au sud de l'Ibar, celle des églises orthodoxes. Mais, depuis 1999, de nouvelles mosquées sont apparues, tant en zone spécifiquement KOA (la ville de Vushtrri par exemple) que dans l'enclave de Cabra³. Phénomène particulièrement révélateur du réflexe identitaire, lorsque l'on sait que la pratique religieuse KOA n'est pas très développée et que les préceptes musulmans ne sont pas suivis à la lettre

¹ Voir annexe n°5.

² Une enclave se définit comme l'aire particulière occupée par une communauté au sein d'un espace peuplé par la communauté concurrente. C'est à la fois le bourg et le terroir qui en dépend. Il existe de ce fait des enclaves KOS dans le sud du Kosovo, et quelques très petites enclaves KOA dans la zone nord. En revanche, l'équivalent notionnel urbain de l'enclave rurale, le quartier d'une ville, se révèle beaucoup plus rare et infiniment plus réduit. À Prizren par exemple, il n'est représenté que par les maisons de quelques rues (en contrebas de l'église orthodoxe détruite), qui abritaient encore en 2004 une soixantaine de KOS généralement âgés (alors que la ville comptait plus de 3 000 Serbes avant 1999).

³ Le village de Cabra/Caler (DN 81-50) est situé à proximité de la zone KOS et surtout de l'enclave KOS de Babin Most (EN 06-32), qui domine la plaine du Champ des Merles et abrite le siège de pierre érigé en souvenir du tsar Lazar pour les commémorations de 1989 (ce qui en fait un lieu emblématique du nationalisme serbe).

(notamment quant à la prohibition de l'alcool). Mais il importe de rendre visible l'identité non orthodoxe face à sa concurrente.

Bref, à l'évidence, l'édifice religieux (église ou minaret) marque le paysage. Sa valeur symbolique relève paradoxalement de deux lectures dialectiques. Il peut en effet être implanté (cas des KOS) là où la perte du pouvoir politique et/ou de la prépondérance démographique est devenue réalité. Il peut également (cas des KOA) marquer cette prépondérance politique ou démographique. C'est ainsi qu'il convient d'appréhender le monastère de Gračanica, cœur de la plus importante enclave KOS, les monastères de Devic ou de Peć, implantés en zone KOA, ou encore le monastère de Sokolica (à proximité de Zvečan) qui, sur une ligne de crête, peut être perçu comme un véritable poste avancé de la zone KOS, permettant d'observer les aires KOA en contrebas. Bref, le bâtiment orthodoxe (récent ou non) s'inscrit clairement dans une perception politique de l'ensemble kosovar et, par-delà, dans un tout élargi au territoire serbe dans sa totalité. Il ne faut pas oublier que, depuis le Moyen Age, l'appellation serbe de la province est très exactement « Kosovo et Metohija », soit « Kosovo et terre de l'Eglise ». Dès lors, cette logique de « marquage » symbolique du sol et de la topographie explique la destruction, par les KOA, dans la zone qu'ils occupent, des édifices religieux orthodoxes, en particulier lors des événements de mars 2004¹. Mais l'on entre ici dans le « paysage de conflit » qui sera évoqué plus loin.

Les monuments funéraires commémoratifs (mausolées ou stèles le long des axes de communication) semblent obéir à un ordre d'explication similaire. Les défunts, tant KOS que KOA, sont normalement inhumés dans des cimetières (qui ne recèlent toutefois pas une charge affective identique, compte tenu de l'importance moindre rituellement et culturellement accordée au cadavre dans l'Islam). Or le paysage est désormais parsemé de stèles commémoratives plus ou moins imposantes, érigées à la mémoire des combattants tombés en 1998 et surtout 1999. Ce phénomène présente toutefois davantage d'ampleur en zone KOA (et concerne bien évidemment les morts albanais). Nous sommes confrontés là à un comportement qui s'explique peut-être par la vieille spécification du Kanun²: « *les monuments*

¹ De 1999 à 2004, les recensements officiels font état de la destruction de 5 250 pierres tombales serbes, mais également de 254 cimetières serbes rasés et de 70 chapelles ou églises brûlées. Les événements de mars 2004 se sont quant à eux plus particulièrement soldés par l'incendie et la destruction de 550 maisons et 29 églises ou monastères orthodoxes (dont celui de Prizren, datant du XIV^e siècle).

² Il existe plusieurs codes coutumiers (ou Kanuns). Le plus répandu est celui de Lekë Dukagjini qui s'appliquait au nord de l'Albanie et au Kosovo et régissait toute la vie sociale. Quoique codifiées au

funèbres serviront à jamais de bornes »¹. L'absence effective du cadavre sous les stèles renforce, à cet égard, l'aspect symbolique de la démarche. Par ailleurs, les cimetières portent généralement des signes nationaux. Ainsi, les tombes albanaises sont, lors de l'inhumation, décorées du drapeau albanais² tandis que, chaque samedi, sur la plupart des tombes serbes, flotte l'emblème national serbe. Enfin, la charge affective plus importante accordée par la communauté KOS à ses cimetières explique là encore leur saccage fréquent en zone KOA (l'un des exemples les plus typiques demeurant à cet égard le cimetière orthodoxe de Mitrovica-sud).

Par ailleurs, la communauté KOA, partout où elle est majoritaire, a systématiquement albanisé les noms (autrefois serbes), notamment sur les panneaux routiers. La ville d'Uroševac est devenue Ferizaj, celle de Sbrica Skenderaj. Kosovo Polje (le « Champ des Merles ») est désormais Fusha e Kosovës. Parfois, seules quelques lettres du mot changent: Gnjilane s'est transformé en Gjilan. Et, tandis que l'on continue de désigner la ville sous l'appellation de Mitrovica au nord de l'Ibar, on parle de Mitrovica au sud (le cours d'eau séparant la cité en deux marque également le partage entre quartiers KOS au nord et quartiers KOA au sud). En outre, en zone KOA, un certain nombre de panneaux initialement bilingues ont vu la version serbe du nom recouverte de peinture noire. Inversement, en zone KOS, les panneaux serbes sont seuls utilisés. Cette lutte pour marquer son appartenance identitaire aux yeux des observateurs extérieurs pourrait être, quant aux symboles contemporains, résumée par la question des plaques minéralogiques. L'administration internationale avait décidé de remplacer, au Kosovo, les plaques serbes par des plaques particulières, propres à la province. C'était par ailleurs l'occasion de percevoir une taxe et de punir les

XIV^e siècle par le prince Lekë Dukagjini, ces lois n'ont été rédigées que dans les années 20 du XX^e siècle par un moine franciscain, Shtjefën Gjeçovi. Ce droit coutumier a toujours coexisté avec les règles législatives des différents empires (byzantin ou ottoman) sans jamais disparaître à leur profit. Quoique remplacé de nos jours par un cadre légal moderne, il semble bien que le Kanun ait été intériorisé, générant des traits comportementaux toujours en vigueur.

¹ *Le Kanun de Lekë Dukagjini*, paragraphe 256, page 89. On peut citer également à ce propos le paragraphe 243, page 86: « les os du tombeau et la borne frontière ont la même valeur, selon le Kanun. Déplacer la frontière, c'est comme bouger les os des morts ».

² Ce qui marque une évolution politique. En effet, alors qu'en 2003 quelques tombes étaient agrémentées du drapeau kosovar albanais (aigle noir sur fond orange), tous les drapeaux recensés sur les stèles et les bâtiments officiels KOA portent désormais l'aigle noir sur fond rouge, c'est-à-dire l'emblème officiel de la République d'Albanie. On retrouve là la vieille revendication du vilayet albanais, qui explique le fait que, sur certaines cartes actuelles réalisées par des élèves, les frontières de l'Albanie englobent, outre l'Albanie proprement dite, les divers territoires peuplés d'Albanais, notamment le Kosovo et une partie de la Macédoine. En fait, le drapeau de l'Albanie est devenu, pour les Albanais extérieurs à cet Etat, le symbole de l'albanité.

contrevenants de fortes amendes. Adoptées sans problème majeur par les KOA, refusées par les KOS vivant au nord de l'Ibar, les nouvelles plaques ont constitué un dilemme pour les KOS des enclaves. Les utiliser revenait à nier l'identité serbe. Mais continuer à circuler (aussi peu que ce soit) avec une plaque serbe présentait dès la sortie de l'enclave un moyen d'identification (et donc un danger potentiel ou, du moins, la crainte d'un tel danger). D'où une solution radicale: l'absence de plaque (qui est également au départ le choix d'un certain nombre de KOA, ne pouvant ou ne voulant supporter les frais engendrés). Ce qui permet de fixer à nouveau la plaque serbe dès que l'on est au nord de l'Ibar. En fait, les seules plaques serbes pleinement acceptées en zone KOA demeurent celles des 70 000 Albanais vivant en Serbie (mais hors des limites du Kosovo), à Presëvo, Bujanovac et Medveda.

Que conclure de cet ensemble d'observations ? Il apparaît à l'évidence (mais c'est loin d'être une nouveauté) que la valeur signifiante des édifices ou des documents écrits (quel que soit le support retenu, panneau routier ou plaque minéralogique) dépend de leur perception par une société à un moment précis de son histoire. Les fractures de la population kosovare, et les affrontements communautaires qui en découlent, montrent que bâtiments religieux ou espaces funéraires peuvent se voir détournés de leur fonction première pour devenir, parfois sans adjonction de signes extérieurs supplémentaires, symboles identitaires, et donc politiques, dans le cadre et à l'occasion d'une situation conflictuelle effective¹. La charge attribuée aux constructions orthodoxes s'explique dès la fin du Moyen Age par la perte du pouvoir politique serbe sur le territoire. La valeur moindre accordée aux minarets est sans doute liée à l'existence du pouvoir ottoman puis à la prépondérance de la langue dans le processus identitaire. Néanmoins, la construction récente de mosquées peut être perçue à l'aune d'une double échelle. D'un point de vue régional, il s'agit, on l'a vu, d'achever la « politisation » de la province (au sens de marquer le territoire par sa propre *polis*, c'est-à-dire sa propre cité, sa propre communauté), ce qui ne représente que quelques cas d'espèces, comme Cabra,

¹ Cette symbolisation se révèle dès lors très différente de celle résultant de la constitution de toutes pièces d'édifices symboliques. La maison familiale d'Adem Jashari, à Donji Prekaz (Prekazi i ulët en albanais), prise d'assaut par la police serbe, devient ainsi le lieu mémoriel de l'indépendance albanaise. Conservée en l'état, avec ses murs troués et criblés d'impacts et son toit crevé, complétée à proximité par un monument funéraire rappelant les pertes du clan Jashari (57 morts et disparus), elle obéit à une logique proche de l'Alamo nord-américain. Noyé de nos jours au cœur de la ville de San Antonio, ce dernier abrite en effet, dans la chapelle toujours debout, les drapeaux rappelant les nationalités d'appartenance des volontaires qui combattirent les forces de Santa Anna pour l'indépendance du Texas.

puisque le maillage culturel était déjà réalisé. Paradoxalement toutefois (mais ce sont là les contradictions inhérentes à tout raisonnement multiscalaire), la préoccupation ou la priorité première des populations KOA et de leurs dirigeants demeure l'intégration à l'Europe ou à l'aire occidentale, représentée par les Etats-Unis. De ce fait, la revendication d'appartenance au monde musulman s'avère très secondaire¹. Les inscriptions diverses, les tags ou les drapeaux² qui surmontent les édifices officiels ou les maisons privées, quoique n'appartenant pas au même ordre de temporalité que les marques architecturales (bâtiments ou stèles), sont de part et d'autre tout aussi chargés de signification et participent de cette volonté concurrente d'appropriation du territoire. Curieusement d'ailleurs, les portails des fermes et des maisons rurales (portails pleins en bois ou en fer des KOA, simples arceaux KOS susceptibles d'être fleuris à certaines occasions), pourtant objets du quotidien, semblent intégrés comme marque identitaire non conflictuelle, en dépit de leur évidente différence.

3. Du « paysage de conflit » à la construction d'un nouveau paysage

Ce paysage « en conflit » porte également les traces de l'affrontement physique entre communautés qui en font un « paysage de conflit ». Ce sont d'abord les ruines diverses de constructions signifiantes (églises et monastères orthodoxes incendiés et détruits, cimetières orthodoxes saccagés) ou d'habitations de la communauté minoritaire ou de ses alliés (maisons en ruines sur les bords des routes, quartiers roms dévastés, voire rasés, de Vucitrn/Vushtri ou de Mitrovica/Mitrovice). Mais ce sont également les traces des bombardements de l'OTAN qui ont touché casernes et bâtiments officiels serbes. Soucieux de conserver le témoignage visible de la défaite de Belgrade, les KOA ont généralement choisi jusqu'à présent de ne pas réparer ces édifices, ainsi qu'on peut le constater, par exemple, avec l'immeuble jouxtant le grand marché de Priština.

S'ajoutent à ces destructions les constructions, manifestations tangibles d'une présence militaire internationale qui se veut provisoire. Les camps, avec leurs

¹ En dépit de l'existence de groupes proches de l'islamisme mais également de financements provenant des Emirats et ayant notamment permis la construction de la nouvelle mosquée de Vushtri ou encore la création d'un jardin d'enfants à Priština/Prishtine.

² Le drapeau albanais, toujours présent, est généralement flanqué (en priorité) du drapeau des Etats-Unis, puis de ceux de l'Union européenne et de l'OTAN. Il arrive également que l'on trouve les emblèmes nationaux du « Quint », c'est-à-dire des cinq puissances ayant joué le rôle principal dans l'administration du Kosovo (en l'occurrence les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne et la France).

baraquements entourés d'installations défensives (barbelés, merlons et miradors) sont devenus des éléments visuels familiers, repérables de loin. L'implantation américaine de Bondsteel couvre ainsi 300 ha de bungalows, bâtiments techniques divers et alvéoles sécurisés pour les hélicoptères. Tous ces cantonnements génèrent par ailleurs, en retour, une vie économique nouvelle, proportionnelle à l'importance de leur garnison. Il suffit à cet égard d'évoquer l'érection des magasins à la sortie de « Film City »¹, l'emprise principale qui abrite le quartier général de la KFOR à Priština.

On relève également des marques plus aléatoires (plus « fugitives » pourrait-on dire): barbelés entourant une emprise otanienne ou onusienne, guérites de contrôle aux extrémités des ponts de Mitrovica/Mitrovice ou encore postes de garde à l'entrée d'un monastère orthodoxe en zone KOA (Peć ou Gračanica). Mais ce sont également les gabions, les éléments de béton divers ou les murets de sacs de terre destinés à sécuriser les entrées routières des enclaves (toutes fortifications désormais inutilisées), ou encore les panneaux routiers des itinéraires militaires (chacun identifié par un dessin figurant un poisson, un chat, un chien...), voire (mais est-ce toujours un élément paysager ?) le quadrillage constant du territoire par des patrouilles à pied ou en véhicules. Bref, au final, l'ensemble peut être perçu comme un paysage belliqueux, voire « belligère » qui, de lui-même, entretient (ou exacerbe) les violences identitaires.

Toute société humaine s'avère d'autre part une structure en devenir. Dès lors, le paysage ne cesse de se construire, dépassant les aspects conflictuels que l'on vient d'évoquer. Le fait le plus frappant demeure, dans les zones KOA, l'édification constante de maisons individuelles (généralement en briques et non crépies). Les villes se développent par ce biais à un rythme extrêmement rapide, créant depuis quelques années de nouveaux quartiers à leur périphérie (Gjilan, Priština/Prishtine, Skenderaj pour ne citer qu'elles). Né de l'accroissement démographique continu, ce mouvement, impressionnant par son ampleur et son dynamisme, fait ressortir par contrecoup l'immobilisme des enclaves (ou des municipalités) KOS (où se conjuguent à la fois les effets d'un croît naturel bien moindre et d'une manne

¹ Le camp est ainsi dénommé car il a été installé dans un ancien studio de cinéma qui abrite actuellement les locaux du quartier général. Tout autour, derrière une enceinte défensive de barbelés recouverts de filets anti-snipers, ont été édifiés, pour les détachements des diverses nationalités qui y séjournent, des préfabriqués servant au logement, à l'alimentation, au culte (bâtiment multiconfessionnel) et à la distraction (salles de sport, sauna, salon de massage, bibliothèque, cinéma, débits de boisson, restaurants, magasins de vêtements, de souvenirs, d'équipements et d'objets divers). La petite cité militaire autonome de Film City évoque dès lors, avec ses employés civils et sa couronne extérieure de commerces, un camp romain du limès.

financière internationale beaucoup plus réduite). Cette appropriation territoriale visible et accélérée, qui correspond à une réalité économique et démographique, constitue également un aspect de la stratégie propre aux paysages en conflit. Il suffit ici d'évoquer le cas de l'enclave KOS de Gračanica, progressivement reliée à la capitale kosovare albanaise (Prishtine) par une zone périurbaine qui remplace champs et pâturages le long de l'axe routier, modifiant la situation géographique locale et conduisant peut-être, à terme, à un processus de phagocytage de Gračanica (au sens littéral du terme).

Par ailleurs, à côté de la réalité quotidienne, se révèlent des indices de création d'une nouvelle mémoire nationale mélangeant éléments albanais et apports proprement KOA. Le 28 novembre (le Jour du Drapeau) est célébré comme une fête nationale. Les représentations de Skenderberg¹ de leur côté sont partout présentes dans les bureaux des bâtiments officiels ou les écoles, aux côtés de la photo d'Adem Jashari et du drapeau albanais. Enfin, le Kosovo albanais (ce qui exclut les enclaves et les trois municipalités KOS) se couvre progressivement de monuments en l'honneur d'Adem Jashari ou de l'UÇK tandis que la statue du partisan anonyme, sur l'une des places de Prishtine, répond à celle de Skenderberg, sur une autre (toutes deux érigées après 1999, lorsque le Kosovo albanais se voit délivré de la domination serbe). On s'aperçoit toutefois que ce processus de création mémorielle n'intègre pas réellement les éléments adverses, voire simplement anciens (les tombeaux de derviches rappelant la période ottomane par exemple²), dans la mesure où le nouvel équilibre politique se construit sur une opposition, et non sur le dépassement d'une situation antérieure. De ce fait, les traces du passé mises en avant parlent d'une époque encore plus lointaine et visent à rappeler les Illyriens³ ou encore les implantations romaines (qui, en fournissant

¹ Skenderberg représente le symbole ancien (XV^e siècle) de la volonté d'indépendance albanaise. Issu d'une famille chrétienne, il est enlevé à sa famille dans le cadre du *devchirme* ottoman. Converti à l'Islam et élevé par les Turcs qui en font un janissaire, ses qualités professionnelles lui permettent de s'élever dans la hiérarchie militaire, au point qu'Istanbul lui confie le gouvernement de sa région natale. Changeant alors de camp, Skenderberg mène pendant une vingtaine d'années une lutte armée contre les Ottomans.

² Il convient à cet égard de se montrer extrêmement nuancé. La maison turque du « maître de Priština », par exemple, qui date du XVI^e siècle, a fait l'objet d'une rénovation particulièrement réussie. Mais il s'agit d'une démarche davantage culturelle et patrimoniale qu'identitaire. Il en va de même, à cet égard, pour les maisons fortifiées des bourgs ruraux, les « kulas ».

³ Ce sont notamment les statuettes de la haute Antiquité, découvertes au Kosovo et qui, par leur forme et leur aspect général, rappellent l'art des Cyclades. L'une d'elle sert d'ailleurs d'emblème à la capitale, Prishtine. Autre exemple, tout aussi typique, la première phrase d'une brochure nationaliste: « Jadis Drenica était le centre de la Dardanie illyrienne, aujourd'hui elle est le centre du Kosova » (*La famille Jashari*, p. 7).

un cas effectif de rattachement à un espace plus vaste, constituent un argument propre à étayer la volonté d'intégration à l'Europe manifestée par les autorités KOA).

4. Recherche d'indices, grilles de lecture et typologie

Un tel constat, finalement très descriptif, se doit d'être intégré dans un champ de réflexion plus vaste. L'une des définitions actuellement les plus communément acceptées du paysage considère ce dernier avant tout comme une construction singulière de l'espace. Le paysage est ainsi formé de réalités matérielles constituées d'éléments géographiques (traits du relief...) ou de créations humaines (systèmes d'irrigation, constructions diverses...), mais également de réalités immatérielles relevant de la perception (c'est-à-dire du mental et de l'esthétique).

Le Kosovo présente un paysage composé de signes particuliers et antagonistes, qui est celui d'une zone marquée par un conflit de basse intensité (résultant des formes d'affrontements intercommunautaires ayant abouti à une opération internationale de « peace keeping »¹). Mais ces signes, qui tous se veulent discriminants par rapport à l'Autre, s'inscrivent dans des temporalités différentes. Dès lors, il a paru intéressant d'en proposer un tableau récapitulatif, sachant que les attributs vestimentaires à valeur identitaire ont été exclus ici:

I - Paysage en conflit

Éléments discriminants volontairement mis en place par les communautés concurrentes

Éléments inscrits dans le temps long	Constructions religieuses Stèles et cimetières Monuments laïcs	Édifices signifiants
	Maisons particulières	
Éléments inscrits dans le temps court	Panneaux indicateurs Enseignes (commerciales notamment)	
Éléments « fugitifs »	Drapeaux Couronnes florales Tags	

¹ Le « peace keeping » correspond au maintien de la paix et marque, en termes proprement militaires, un engagement inférieur à celui du « peace making » (rétablissement de la paix). Dans le peace keeping, par exemple, les règles d'engagement s'avèrent beaucoup plus restrictives quant aux conditions d'ouverture du feu.

Bref, la stratégie développée (ou subie) par chacune des communautés se lit dans les éléments paysagers. Les KOA, qui légitiment avant tout leurs revendications par la réalité démographique contemporaine, ont fort logiquement marqué leur présence en indices essentiellement humains (panneaux en albanais, construction constante d'habitations). En revanche, les KOS, dépourvus de toute prépondérance en terme de peuplement¹, et ayant perdu le pouvoir politique en 1999, avancent l'argument de la légitimité historique. Ce conflit, géopolitique par définition puisque sa finalité demeure le contrôle d'un territoire, s'inscrit également dans un raisonnement géohistorique dans la mesure où la communauté KOS met en œuvre une dialectique dans laquelle les faits historiques (et donc le temps) sont censés justifier la revendication territoriale. De leur côté, les arguments KOA, en avançant le contrôle démographique du territoire, retournent le raisonnement et s'avèrent ainsi tout autant géohistoriques² et géoculturels que les précédents.

Cette étude de cas montre en outre que l'on est ici, à l'évidence, dans le domaine de la représentation. Le paysage, par les signes d'appartenance qu'il montre, apparaît comme une sorte de cadastre visuel souple, régissant les découpages communautaires (ce qui rappelle le concept de « pays » de l'approche vidalienne, mais avec des implications politiques et humaines beaucoup plus importantes). Ce paysage devient ainsi une « carte mentale » (*cognitive mapping*) permettant de déchiffrer l'environnement grâce à la présence de repères à valeur signifiante. Pour reprendre les termes de Descartes, on passe de la *res extensae* (les choses comme formes de l'espace) à la *res cogitans* (l'activité de l'esprit). On se place là, en somme, au cœur du concept de médiance d'Augustin Berque³ (défini comme le sens de la relation d'une société à son environnement).

La ville de Mitrovica et ses ponts⁴ illustrent parfaitement ce propos. De part et d'autre (KOS sur la rive nord, KOA sur la rive sud), le paysage de Mitrovica est ressenti comme la berge adverse. Les deux portions urbaines sont ainsi séparées par les ponts qui marquent paradoxalement la coupure. En revanche, un étranger au conflit considèrera ces mêmes ponts pour ce qu'ils sont logiquement, des ouvrages

¹ La population KOS stagne (voire diminue dans les enclaves).

² L'argument selon lequel les Albanais sont les descendants des populations illyriennes de l'Antiquité, et donc le seul peuple véritablement autochtone de la région, demeure davantage sujet à caution. Il ne sert finalement qu'à contrebalancer partiellement l'argumentaire serbe de la possession historique.

³ Ce concept est fondé sur la notion de *fûdosei* (milieu humain) du philosophe japonais Watsuji Tehsurô.

⁴ En réalité, il y a cinq ponts ou passerelles permettant de passer du nord au sud de l'Ibar mais, médiatiquement parlant, seul compte l'ouvrage principal, récemment reconstruit.

enjambant l'Ibar afin de relier les deux parties de la ville¹. Cette perception (KOS ou KOA), parallèle et non perpendiculaire par rapport au cours d'eau, se révèle typique d'une situation d'affrontement. À cet égard, le pont de Mostar (en Bosnie) présente un cas de figure semblable de lecture de l'horizontalité. Il est en effet à la fois élément d'un paysage conflictuel (où il constitue paradoxalement une coupure) et d'un paysage touristique (dans lequel il lie les deux rives). La notion de verticalité (en fait de domination topographique) est également susceptible d'entrer en jeu. L'emplacement de l'église Saint Dimitri, à Mitrovica², permet à cette dernière de dominer la ville et les rives de l'Ibar car elle a été construite juste en dessous du monument aux mineurs érigé sur la ligne de crête. Elle tente ainsi d'affirmer la souveraineté sur la zone (ou tout au moins de marquer le caractère KOS de la portion nord de la ville). Bref, il existe bien une logique du paysage signifié parfaitement repérable dans un paysage en conflit.

Il est possible toutefois d'affiner cette interprétation en mettant en avant une seconde grille de lecture, dite du « paysage de conflit », qui complète (sans la concurrencer) la première. Ce nouveau tableau est marqué par l'apparition d'une troisième composante, la communauté internationale, qui, s'interposant entre les communautés antagonistes KOS et KOA, s'avère à la fois médiatrice et séparatrice.

II - Paysage de conflit

Éléments mis en place ou subis par les communautés concurrentes

Eléments inscrits dans le temps long	Ruine/Reconstruction d'habitations ou d'édifices signifiants (constructions religieuses, cimetières, stèles commémoratives, monuments funéraires, monuments laïcs)
Eléments inscrits dans le temps court	Installations défensives Implantations internationales (otaniennes ou onusiennes)

¹ Les ponts, comme ouvrages reliant les zones KOS et KOA, représentent une voie d'accès et donc, d'un point de vue militaire, un axe de pénétration et de danger potentiel. D'où la mise en place, par la KFOR et la police internationale, de dispositifs de contrôle et de surveillance. D'où également l'existence des « gardiens du pont », petit groupe d'autodéfense serbe destiné à prévenir toute intrusion de masse de manifestants KOA.

² Saint Dimitri est le patron de la ville de Mitrovica. Le jour de sa fête religieuse, toute la vie administrative locale s'arrête du côté serbe, les KOS organisant à cette occasion une gigantesque procession, à valeur autant politique que spirituelle.

Eléments « fugitifs »	Postes de garde Dispositifs de contrôle Patrouilles et présence (en service ou hors service) de militaires ou de fonctionnaires et de policiers internationaux
-----------------------	--

Loin de s'opposer ou de se succéder mécaniquement, ces deux grilles voient au contraire l'interpénétration de leurs éléments. Le paysage de conflit constitue en quelque sorte un aboutissement du paysage en conflit. Cependant, comme la présence internationale a temporairement figé la situation, le paysage de conflit ne peut qu'entrer dans la dynamique du paysage en conflit, au point d'en devenir un élément (le choix de reconstruire ou non un édifice détruit acquiert par exemple une signification politique). On est ainsi confronté à un processus rappelant une courbe de Moebius, où les objets deviennent perceptions et les perceptions objets. Il serait alors particulièrement intéressant d'étudier d'autres territoires d'affrontement, afin d'intégrer cette analyse paysagère dans une recherche polémologique visant à formaliser les aspects et les facteurs d'évolution des crises belligères. Quoiqu'il en soit, à l'aune du Kosovo, il apparaît déjà qu'un paysage de conflit constitue d'abord une construction identitaire (où le passé sert de référence au présent, mais dans une vision d'avenir). Dans la « structure paysagère » ainsi édifiée, tous les éléments finissent par se répondre en vertu de la construction progressive d'un principe de cohérence.

III – Du paysage en conflit au conflit pour et par le paysage

	Paysage en conflit	Conflit pour et par le paysage
Eléments inscrits dans le temps long	Edifices signifiants: Constructions religieuses Stèles et cimetières Monuments laïcs Maisons particulières	Destruction/construction ou reconstruction
Eléments inscrits dans le temps court	Panneaux indicateurs Enseignes	Destruction/construction ou reconstruction Installations défensives Implantations internationales (otaniennes ou onusiennes)
Eléments « fugitifs »	Drapeaux Couronnes florales Tags	Drapeaux Couronnes florales Tags

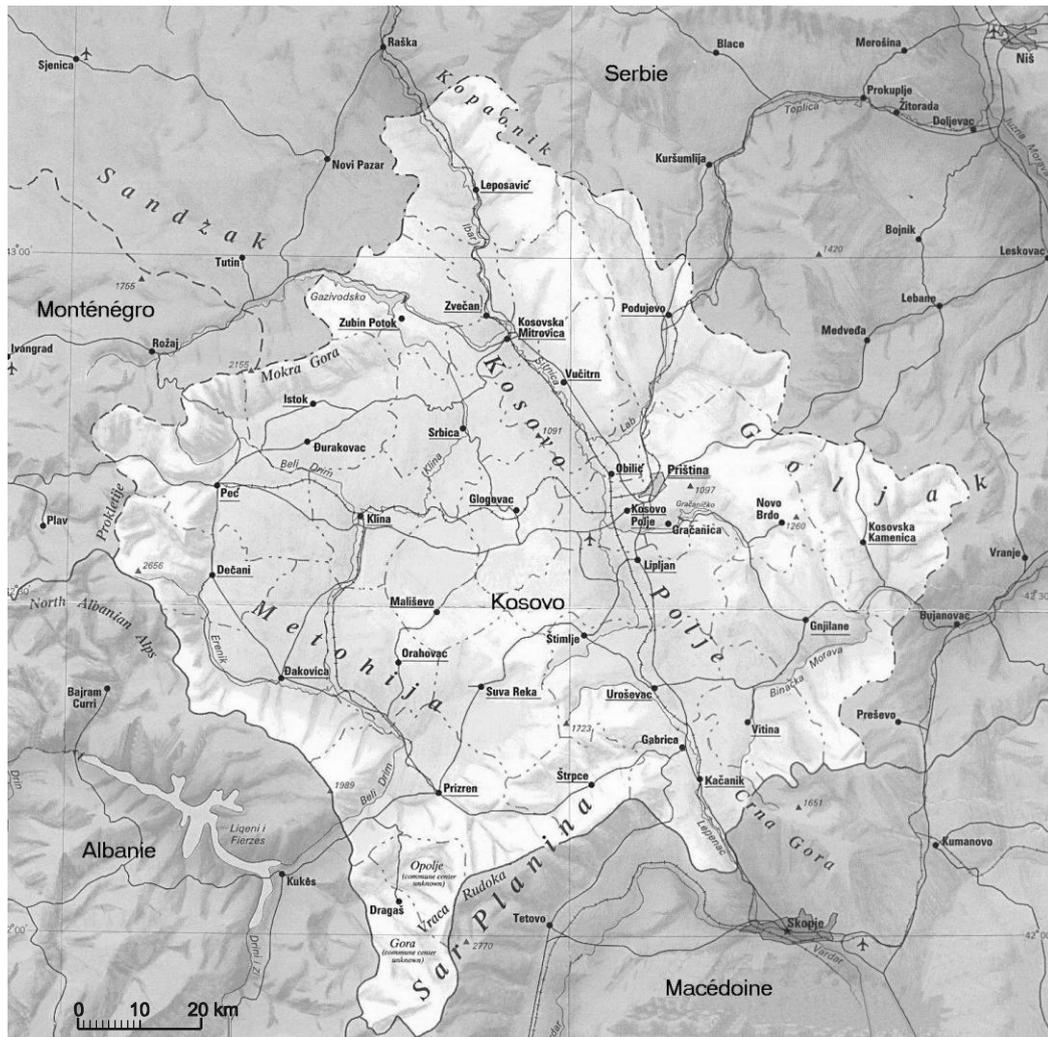
		Postes de garde Dispositifs de contrôle Patrouilles et présence (en service ou hors service) de militaires ou de fonctionnaires et de policiers internationaux
--	--	--

En guise de conclusion

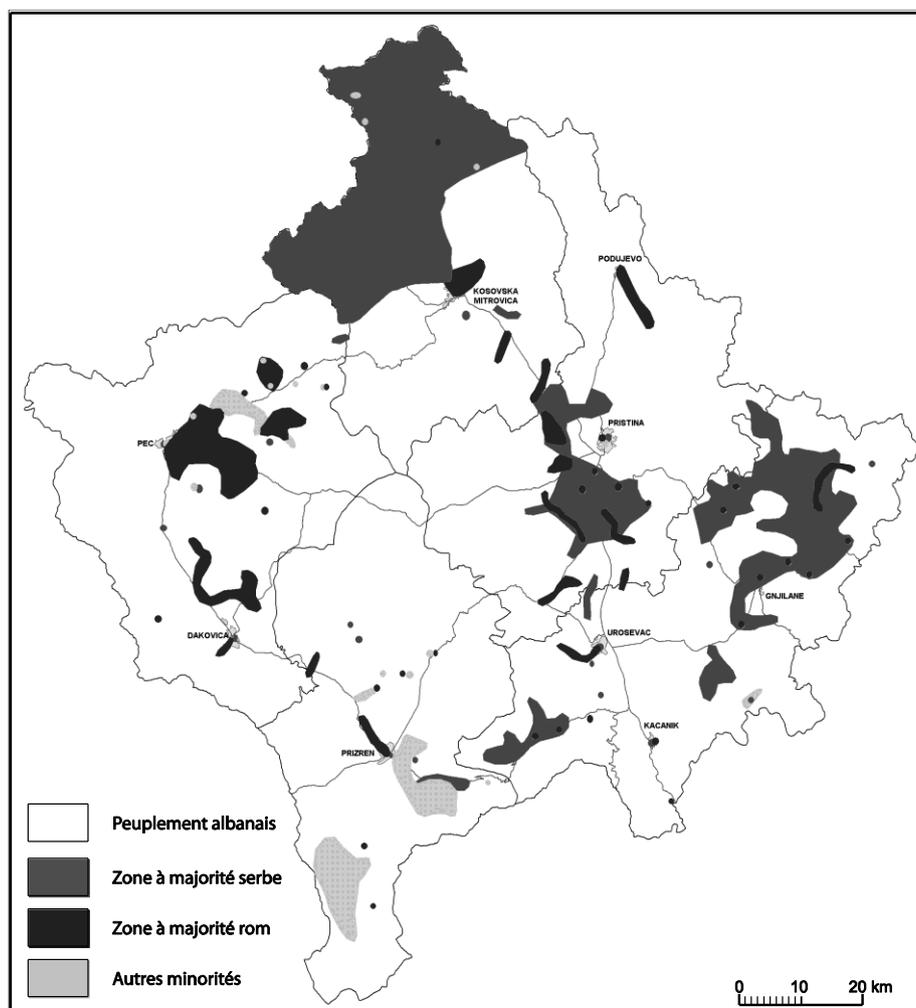
L'ensemble de ces analyses nous place en quelque sorte au cœur d'un raisonnement géopolitique susceptible d'être schématisé par un triangle dont les sommets appartiendraient respectivement à l'histoire, à la géographie et à la polémologie. Mais, dans ce processus centré sur l'altérité (le regard de l'Autre et la perception que l'on a de l'Autre s'avèrent fondamentaux), plusieurs questions méritent au moins d'être posées (à défaut de trouver ici et maintenant des réponses): quels signes recenser ? comment évoluent-ils individuellement et dans leur ensemble au cours du temps, bref quel est le rythme de construction/destruction du paysage étudié ? selon quelles modalités et quelle chronologie la modification de la structure paysagère s'insère-t-elle dans le processus de crise ? Toutes interrogations qu'il importe d'élargir à diverses zones de conflit, dans l'espoir, peut-être, de généraliser un certain nombre de constats.

ANNEXES

Annexe n°1: Le Kosovo: carte générale



Annexe n°2: Le peuplement du Kosovo



Annexe n°3: Les municipalités du Kosovo



	Albanais	Serbe
1	Decan	Decani
2	Gjakovë	Dakovica
3	Glogovc	Glogovac
4	Gjilan	Gnjilane
5	Dragash	Dragaš
6	Istog	Istok
7	Kaçanik	Kacanik
8	Klinë	Klina
9	Fushë Kosovë	Kosovo Polje
10	Kamenicë	Kamenica
11	Mitrovicë	Mitrovica
12	Leposaviq	Leposavic
13	Lipjan	Lipljan
14	Novobërdë	Novo Brdo
15	Obiliq	Obilic
16	Rahovec	Orahovac
17	Pejë	Pec

18	Podujevë	Podujevo
19	Prishtinë	Priština
20	Prizren	Prizren
21	Skenderaj	Srbica
22	Shtime	Štimlje
23	Shtërpçë	Štrpce
24	Suharekë	Suva Reka
25	Ferizaj	Uroševac
26	Viti	Vitina
27	Vushtrri	Vucitrn
28	Zubin Potok	Zubin Potok
29	Zvečan	Zvecan
30	Malishevë	Mališevo

Annexe n°4: La démographie au Kosovo

A – La population yougoslave: une combinaison d'éléments identitaires divers

Nation d'appartenance	Langue		Religion
Macédoniens	Macédonien	Slave	Orthodoxe
Serbes et monténégrins	Serbo-croate		
Croates			Catholique romaine
Musulmans*	Albanais	Non slave	Islam
Albanais			

* Dans la Yougoslavie titiste, l'appellation « musulman » n'est pas confessionnelle mais nationale et désigne les musulmans de langue serbe. Au Kosovo, ces derniers peuplent majoritairement la région montagneuse située au sud de Prizren, la Gora, dont les habitants sont désignés sous le terme de Goranes (Goranci).

B - Le poids croissant du peuplement KOA

	Population du Kosovo	Peuplement KOA	Peuplement KOS	Autres peuplements
1948	729 000	68%	24%	8%
1953	808 000	65%	23%	11%
1961	964 000	67%	24%	9%
1971	1 244 000	74%	18%	8%
1981	1 584 000	77%	13%	10%
1991	1 956 000	82%	10%	8%

C – L'appartenance religieuse d'après le recensement de 1991

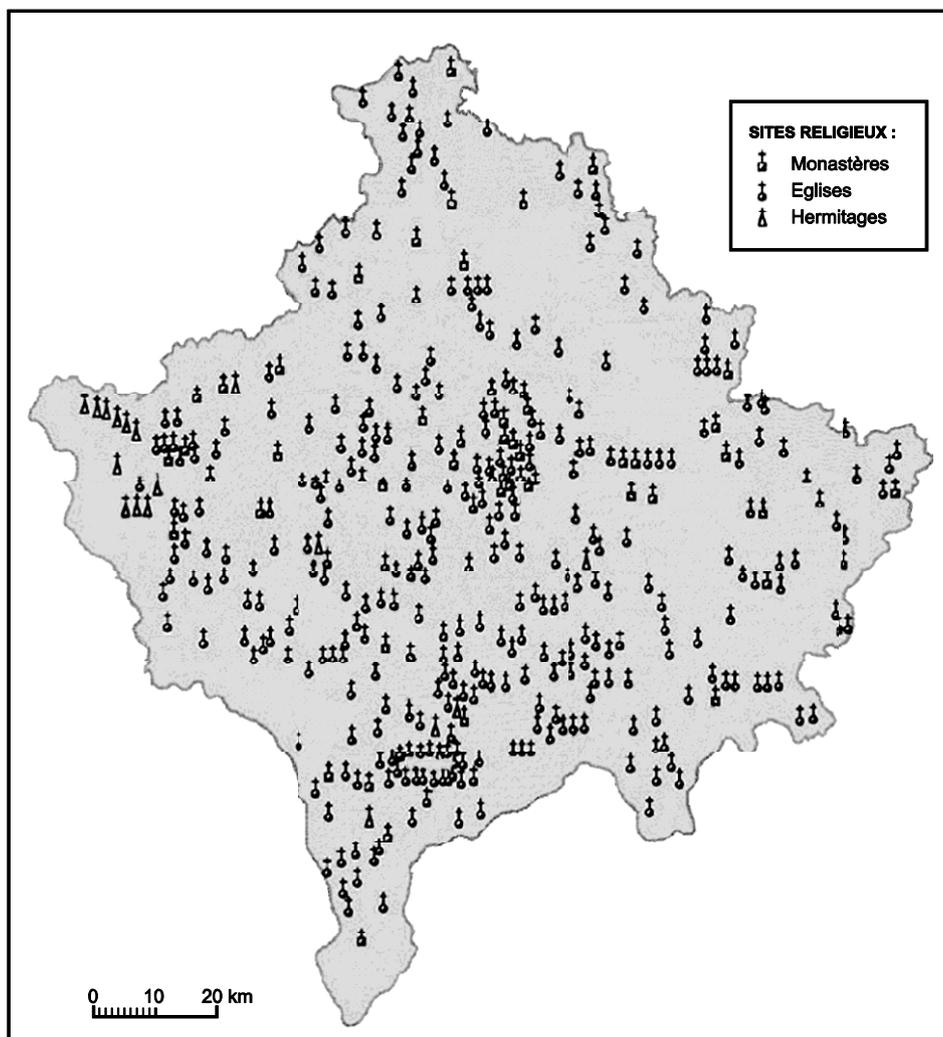
Albanais musulmans	68%
Albanais orthodoxes	10%
Serbes orthodoxes	10%
Slaves musulmans	3%
Grecs orthodoxes	3%
Catholiques romains	3%
Protestants	2%
Autres	1%

D – Evolution décennale du peuplement du Kosovo (1991-2001)

Le recensement de 1991 (boycotté par les KOA) permet d'avancer les estimations suivantes: 1 564 000 Albanais, 200 000 Serbes, 60 000 Bosniaques, 57 000 Musulmans, 43 000 Tsiganes (Roms et Ashkalis), 20 000 Monténégrins, 11 000 Turcs, 1 000 Croates (au maximum).

En revanche, en 2001, la population kosovare est composée de 1 900 000 Albanais, 140 000 Serbes, 50 000 Tsiganes et 60 000 personnes appartenant aux autres groupes minoritaires.

Annexe n°5: Edifices religieux orthodoxes du Kosovo

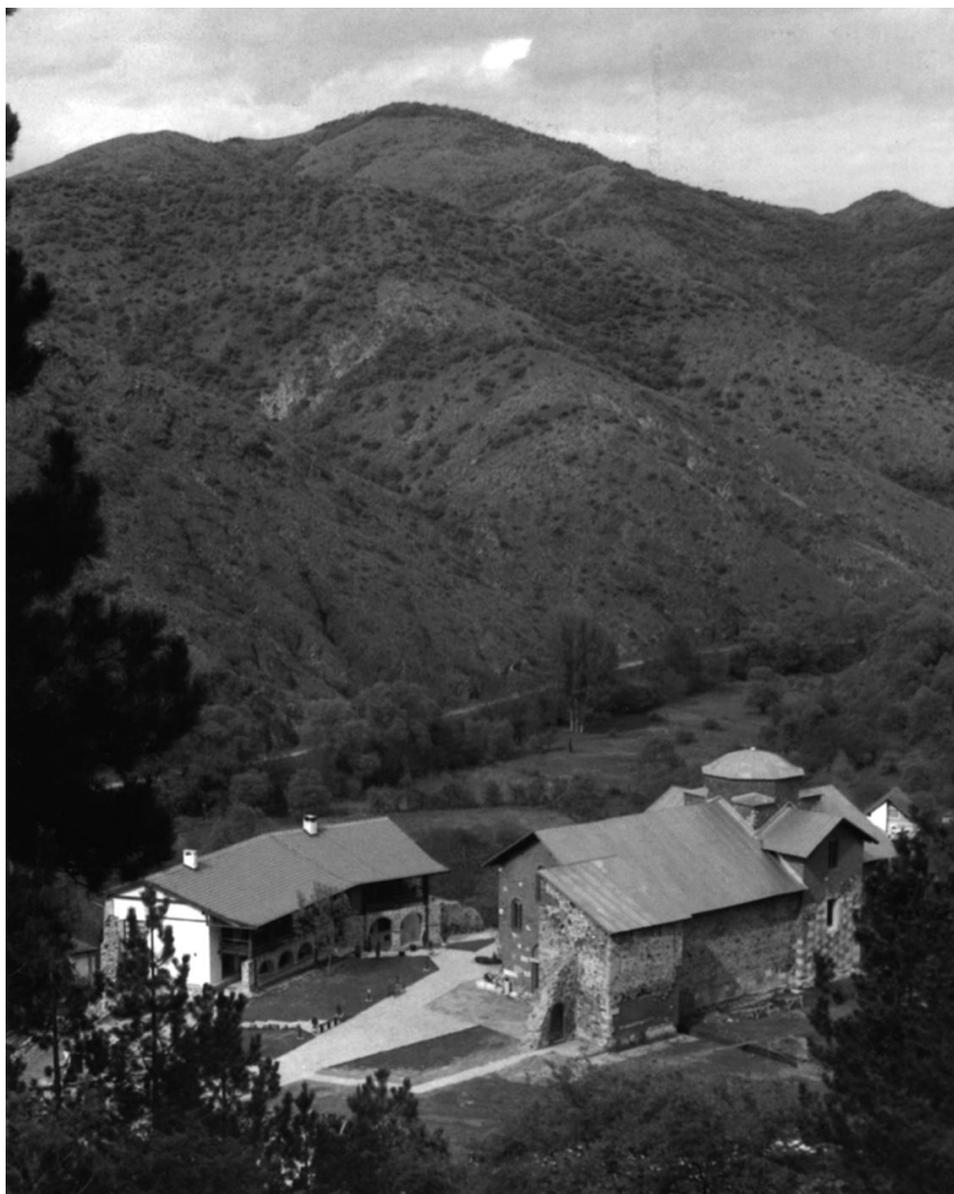


Annexe n°6: Le monastère orthodoxe de Banjska

A – Situation en 2000



B – Situation en 2004



Annexe n°7: Exemples d'éléments signifiants: cimetière serbe et stèle commémorative albanaise (décembre 2007)



Annexe n°8: Le monastère orthodoxe de Devic (état de destruction en mars 2004)





Annexe n°9: Implantations internationales

A – Le camp de Novo Selo (quartier général de la task force multinationale nord de la KFOR)



B - Le quartier général de la MINUK à Mitrovica (entrée sud du pont principal)



Annexe n°10: Panneaux d'identification des itinéraires routiers militaires de la KFOR

KFOR CONTROLLED ROUTES			
BADGER		HEN	
BULL		HORSE	
CAT		LION	
DOG		PENGUIN	
DUCK		RAT	
FISH		STAG	
FOX		SNAKE	
HAWK		ANCHOR	
		APPLE	
		BOTTLE	
		CIRCLE	
		CLUB	
		DIAMOND	
		HEART	
		LILY	
		ROSE	
		TAP	
		THISTLE	
		THORN	

Bibliography

- Béguin F. (1995). *Le paysage/The landscape*. Paris: Flammarion.
- Berque A. (1990). *Médiance, de milieux en paysages/ Mediance, around landscape*. Montpellier, Reclus.
- Bouthoul G.(2006). *Le phénomène-guerre/The war phenomenon*. Paris: Payot.
- Claval P. (1995). *La géographie culturelle/ Cultural geography*. Paris: Nathan.
- Collot M. (dir.). (1997). *Les enjeux du paysage/The games of landscape*. Bruxelles: Ousia.
- Dardel E. (1952). *L'homme et la terre/ The man and soil*. Paris: Ed. du CTHS.
- Downs R.M., Cox K.R., Golledge R.G. (1981), *Cognitive mapping: a thematic analysis in behavioral problems in geography revisited*. Londres, New York, Methuen: University Paperbacks.
- Halimi E. et Shala A. (2000). *La famille Jashari, l'histoire d'une résistance/ Jashari family, the history of a resistance*. Skenderaj: Rilindja.
- Hall E. T. (1978). *La dimension cachée/The hidden dimension*. Paris: Seuil.
- ***(2001). *Le Kanun de Lekë Dukagjini/ The Canon of Lek Dukagjini*. Peje (Pec): Dukagjini Printing House.
- Kubli O.L. (1998). *Du nationalisme yougoslave aux nationalismes post-yougoslaves/From the Yugoslav nationalism to post-Yugoslav nationalism*. Paris: L'Harmattan.
- Malcolm N. (1998). *Kosovo. A Short History*. London: Macmillan.
- Mantran R. (1989). *Histoire de l'empire ottoman/History of the Ottoman Empire*. Paris: Fayard.
- Martinet J. (1983). Paysage: signifiant et signifié/ Landscape: signifier and signified. *Lire le paysage, lire les paysages/ Read the scenery, read the landscape*. Saint-Etienne: CIEREC.
- Roux M. (1999). *La guerre du Kosovo. Dix clefs pour comprendre/he Kosovo war. Ten keys to understand*. Paris: La Découverte.
- Vickers M. (1998). *Between Serb and Albanian. A History of Kosovo*. London: Hurst and Co.
- Raffestin Cl. (1978). Du paysage à l'espace ou les signes du géographe/ From Landscape to space or signs geographer. *Revue « Hérodote »/Herodotus Journal* (Paris, Maspero), n°9, 1st trimestre, pp. 90-104.
- Sautter G. (1979). Le paysage comme connivence/Landscape as collusion. *Revue « Hérodote »/Herodotus Journal* (Paris, Maspero), n°16, 4th trimestre, pp. 40-76.
- (May 2002). Voir le paysage/See the scenery. Dossier of *Revue des Deux Mondes/Journal of two worlds*, Paris, n°3/2002.